

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

13 Février 2011
13 فبراير 2011

Programme de réparation communautaire

Les partenaires dressent l'état des lieux

Plus de 130 projets réalisés grâce à un montant de 102 millions DH.

Lancé en 2007 dans le cadre du suivi des recommandations de l'IER, le programme de réparation communautaire vient de prendre fin. Ce projet de grande envergure qui a concerné 13 régions du Royaume visait à contribuer au développement des régions ayant souffert de séquelles des violations graves des droits de l'Homme. Le programme intégrait en effet une dimension de réconciliation basée sur la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat et la réhabilitation de la confiance en l'Etat et en ses institutions.

S'articulant autour de cinq axes prioritaires, à savoir la préservation de la mémoire, le renforcement des capacités, la création de projets générateurs de revenus, la promotion des droits humanitaires des femmes et la protection de l'environnement, le programme amorcé depuis quatre années déjà a pu largement atteindre ses objectifs. En effet, près de 130 projets de réparation communautaire ont pu être réalisés grâce à une enveloppe budgétaire de 102 millions de dirhams financée en grande partie par l'Union européenne. « Mais au-delà de ces réalisations, le programme a su créer une dynamique importante dans les régions concernées, ce qui a permis de faire adhérer d'autres partenaires qui se sont intéressés à l'élaboration d'autres programmes de développement parallèlement à celui de la réparation », c'est ce qu'a souligné en tout cas Driss El Yazami, président du CNDH lors d'une rencontre nationale tenue samedi dernier à Rabat pour évaluer l'état des lieux et les perspectives de ce programme.

D'après ce responsable, ce programme constitue une expérience inédite qui a apporté une valeur ajoutée aux expériences menées à travers le monde. Eneko Landaburu, ambassadeur chef de la délégation de l'Union européenne au Maroc s'est félicité lors de son intervention de la réussite de ce programme dont la démarche est unique et sans précédent au Maghreb.

D'après Rafik El Amrani, coordinateur du projet au niveau de la CDG, le programme a rencontré quelques difficultés lors de sa mise en œuvre notamment la réticence des populations qui avaient du mal à adhérer à l'appel des autorités locales ainsi que la faible capacité des acteurs locaux.

« Nous avons reçu beaucoup de demandes et d'idées pertinentes, mais les acteurs locaux, à savoir les élus et les membres de la société civile n'avaient pas toutes les compétences requises pour bien savoir gérer leurs projets. Du coup, nous étions dans l'obligation de transformer les séances d'information en séances de formation. Car il fallait apprendre à ces acteurs la rigueur et le respect des délais de réalisation pour pouvoir tenir nos engagements vis-à-vis de l'Union européenne », indique M. El Amrani.

« Si le programme de réparation communautaire n'a pas pu répondre à toutes les attentes, il a permis néanmoins de mettre en place une dynamique locale novatrice impliquant les services de l'Etat, les élus et les acteurs de la société civile », annonce Alami Anas, président de la Fondation CDG.

Revue de Presse du Conseil National des droits de l'Homme

Entretien avec Eneko Landaburu, ambassadeur, chef de la délégation de l'UE au Maroc

«Il faut pérenniser les approches novatrices»

Quatre ans après le lancement du programme de réparation communautaire qui a touché 13 provinces, le CNDH, la Fondation CDG et la délégation de l'UE ont procédé au « bilan » des 130 activités qui ont nécessité un budget de 56 millions de DH.

Partager

PrevNext

12

Le Matin : Vous avez commencé votre intervention par une sorte de mea culpa de l'UE par rapport au soutien qu'elle avait apporté aux régimes autoritaires de la région. C'est une preuve d'humilité ?

Eneko Landaburu : Oui, nous devons être humbles, car ce qui s'est passé avec ce printemps arabe montre que nous étions bien loin des réalités. Nous affichions une certaine complaisance avec des régimes qui n'ont pas résisté aux poussées populaires qui réclamaient la dignité et le respect des droits de l'Homme. Nous avons fermé les yeux sur des choses qui étaient contraires à nos valeurs parce que nous pensions que ces régimes étaient des remparts contre un extrémisme religieux, contre l'immigration sauvage. De cette réalité, nous avons fait notre autocritique et le 11 mars à Bruxelles nos gouvernements se sont inscrits dans le soutien aux mouvements populaires. Au mois de juin dernier, nous avons commencé à développer une nouvelle politique extérieure avec nos vis-à-vis qui prennent en compte la défense des libertés et des droits de l'Homme, l'éclosion d'une société civile, en un mot l'approfondissement démocratique, qui sont les valeurs de l'UE.

Qu'en est-il au Maroc et pourquoi avez-vous décidé de soutenir le programme de réparation communautaire qui a mobilisé comme l'a souligné le DG de la CDG quelque 56 millions de DH ?

Au Maroc, nous avons assisté à une amélioration de la situation, mais depuis des années déjà, l'UE a accompagné le Maroc dans son engagement de transition démocratique et de promotion des droits de l'homme. On a reconnu dès le début l'importance du processus historique de réconciliation nationale initié par l'Instance équité et réconciliation. Nous étions présents en septembre 2005 à la Conférence nationale sur la réparation communautaire. Nous avons pris conscience qu'il se passait quelque chose de fondamental et nous avons décidé de répondre positivement à la

demande de feu Driss Benzekri. Nous avons alors apporté notre soutien financier, car nous avons considéré cette démarche comme exemplaire.

Ce programme a été mis en œuvre par des associations locales dans des régions éloignées qui ont fait un travail remarquable au profit de leurs communautés. J'ai eu la chance de visiter grâce à la CDG qui s'est beaucoup impliquée dans ce programme, les projets de Boubeker et Figuig où j'ai constaté l'enthousiasme et la mobilisation des ONG. Il y a une deuxième caractéristique de ce programme, c'est la mise en place d'un fonctionnement nouveau, un dialogue tripartite entre les autorités locales, autorités centrales et la société civile. L'engagement des partenaires comme le Conseil national des droits de l'Homme bien sûr, la Fondation CDG, partie prenante du programme, le ministère de l'Intérieur, l'Agence de l'Oriental, a créé une dynamique qui a parfois regroupé près de 17 partenaires institutionnels et qui a, comme l'a souligné M. Alami, permis une véritable concertation et dialogue entre toutes les parties.

Aujourd'hui, ce programme arrive à sa phase de maturité. Quelles premières conclusions en tirez-vous et qu'en est-il du projet des archives directement lié au programme de réparation communautaire ?

La démarche de réparation communautaire est unique et sans précédent au Maghreb. Le programme qui l'a concrétisé a pris des formes novatrices. Au-delà de la dimension symbolique de la réparation, ce sont ces approches qui constituent pour le Maroc le véritable bénéfice du programme : cet esprit participatif, ces espaces de dialogue créés, ces partenariats, cette décentralisation des instances en charge des droits de l'homme, tous ces volets qui nourrissent notre réflexion dans une définition d'une défense des droits de l'Homme proche des réalités. Concernant le projet des archives, il faut garder des traces de l'histoire, même quand celle-ci est noire. On a compris qu'il est impossible de construire un avenir solide, serein, apaisé sans un retour, sans complaisance sur l'histoire et sa vérité. Tous les pays qui ont pu le faire même si c'était douloureux n'ont pu que s'en réjouir. Il convient de faire à un moment ou à un autre l'exercice de vérité par rapport au passé, car l'histoire finit toujours par rattraper le présent.

Ceux qui ne l'ont pas fait ont des problèmes à retrouver une cohésion et une vérité de dialogue. Le CNDH a été rehaussé dans son statut, ses dirigeants sont pour nous des gens de confiance et c'est une garantie, un rempart qu'il pourrait y avoir et qui pourrait freiner le processus démocratique.

Dans quelques jours, nous saurons ce qu'il en est de l'accord agricole avec l'UE qui doit libéraliser 55 % des exportations du Maroc pour la décennie à venir et qui est très critiqué dans le rapport du député José Bové qui mène campagne contre l'adoption de cet accord ?

Pas seulement José Bové, les députés socialistes espagnols qui auront bientôt des élections vont également le rejeter et les eurodéputés sont divisés. Le vote sur l'accord de libéralisation du commerce des produits agricoles et de la pêche aura lieu ce jeudi dans des conditions difficiles. Pour ma part, je reste optimiste...

Recommandations pour pérenniser le PC

Préserver et valoriser les acquis du programme dans le sens de l'autonomie des acteurs par le renforcement de leur capacité en termes de communication, planification territoriale et approche genre

Concevoir des solutions institutionnelles permettant une meilleure prise en charge de la réparation communautaire par une politique publique sectorielle

Intégrer les programmes de réparation communautaire dans les processus de planification territoriale

Intégrer les préoccupations liées au programme dans le fonds régional de mise à niveau social et dans l'INDH

Relancer et développer les partenariats notamment avec CL et secteur privé

Proposer au CNDH dans la phase post-programme de se recentrer sur le suivi, l'appui, plaidoyer, accès au développement et mobilisation des moyens.

Élaborer une évaluation du programme

Élaborer les supports de communication en langue amazighe

Mise en réseau des coopératives et appui à la mise en commercialisation des produits

Partenariat avec les universités pour le programme préservation de la mémoire et création de musées régionaux, pour un statut des lieux de détention

Récupérer la mémoire orale notamment des victimes.

Entretien avec Kamal Lahbib, vice-président du Forum des Alternatives Maroc

«La réconciliation a ouvert la voie au droit au développement»

La réconciliation est là, mais elle est génératrice de demandes qui sont aussi conflictuelles. On est en train de négocier avec les autorités un projet qui est déjà un pas vers cet apaisement et qui concerne les violations graves des droits de l'Homme.

Eclairage de K. Lahbib.

Kamal Lahbib

Le Matin : Une question de fond : quel a été réellement l'impact de ce programme sur Zagora, Nador, Errachidia, Figuig, Azilal, Al Hoceima, Khémisset, Tan Tan, etc. ?

Kamal Lahbib : Il y a eu un impact réel que l'on peut mesurer en termes de création de coopératives, de projets qui ont amélioré notamment la situation économique des femmes des 11 régions qui ont été touchées. Maintenant, il faut garder en tête que ce projet de réparation communautaire n'est pas un projet de développement et qu'il est difficile de mesurer l'immatériel.

C'est un projet de réconciliation plus dans la symbolique que dans l'économique : renforcement de capacités, ouverture d'espaces de débats où les gens s'expriment sur les violations qu'ils ont subies et sur la misère économique et l'isolement qu'ils endurent.

Peut-on parler aujourd'hui de société apaisée ?

La réconciliation est là, mais elle est génératrice de demandes qui sont aussi conflictuelles. On est en train de négocier avec les autorités d'un projet qui est déjà un pas vers cet apaisement dont vous parlez et qui concerne les violations graves des droits de l'Homme. En même temps, cette réconciliation a ouvert la voie à une revendication forte qui est celle du développement, de la couverture médicale et autre, qui relève de la mission non pas du CNDH mais du gouvernement.

Notamment à travers l'INDH. On retient l'intervention de M. Hajjam du ministère de l'Intérieur qui a rappelé la deuxième génération de l'INDH avec une montée en charge de moyens financiers et des projets qui toucheront ses régions et, dit-il encore, l'engagement des gouverneurs vers une plus grande convergence et efficacité. Y a-t-il eu des croisements avec l'INDH ?

Il faut comparer le comparable. L'INDH a quelque chose comme 10 milliards de DH et

nous sommes à 100 millions de DH pour le programme de réparation communautaire qui touche 11 régions isolées et qui ont été marginalisées sur le plan politique. Or il y a eu peu de croisement ou une articulation symbolique. Le centre que devait monter le ministère de l'Emploi était déjà programmé avant son rattachement au programme de réparation. Par rapport à l'action du ministère de l'Intérieur, nous avons eu des réactions très disparates. Au niveau central, les responsables ont compris la portée de la réparation communautaire et de l'ensemble du processus de l'IER qui vise la réparation. Au niveau local, le gouverneur est resté dans la démarche classique de l'autorité locale qui agit selon des approches plus sécuritaires que réellement démocratiques avec l'ouverture d'espaces de dialogue. J'ai visité des projets sur le terrain et je constate qu'il y a parfois un sérieux problème de mise en place de passerelles de dialogue et de débats et d'appropriation de la philosophie du programme de réparation communautaire.

Il reste que l'on peut constater positivement l'émergence d'une société civile dans ces 11 régions. Le Maroc, disait M. Herzenni, de 2012 n'est pas le Maroc de 2004 lorsque s'est tenue la première réunion d'Agdaz et les ONG doivent faire preuve de cette capacité d'empowerment et d'autonomie pour se prendre en charge ?

La société civile, associations de développement ou ONG des droits de l'Homme se sont beaucoup impliquées, cela correspond à ses valeurs, à ses batailles notamment pour ce qui est de la gouvernance. Il ne suffit pas par exemple de creuser un puits, il faut le faire dans le cadre d'une vision de développement local avec recherche de fonds, concertation, gestion collective, etc. Au passage, on découvre la faiblesse de nombre d'associations qui doivent gérer des projets complexes. C'est là où le renforcement des capacités intervient et qui peut aider à autonomiser les ONG et à concrétiser cet « empowerment » que vous évoquez. Aujourd'hui, de par la constitution, de par la charte communale appelée à être modifiée rapidement à la veille des élections communales, le rôle de la société civile et des acteurs sociaux a été renforcé. D'où l'impérieuse nécessité des politiques publiques à intégrer cet aspect de renforcement des capacités, à modifier le dispositif juridique pour assurer les valeurs de la culture et la protection des droits de l'Homme inscrits dans les droits universels et les droits économiques et sociaux. S'il y a Taza, Tinghir, Sefrou, c'est la manifestation d'une marginalisation qui doit nous concerner en tant que CNDH.

On s'oriente vers une régionalisation avancée. Cela pourrait constituer un début de réponse à ces problèmes ?

Cela suppose des élections libres et transparentes, le développement de politiques locales et régionales, et une élite capable de gérer et d'apporter une réponse. Cela suppose aussi une révision des accords relatifs à la gestion déléguée. Les manifestations ont commencé en réaction aux factures exorbitantes et au non-respect du cahier des charges. Les élections communales doivent apporter des réponses de proximité et d'amélioration de la vie quotidienne des citoyens.

Dans son mot de clôture, M. El Yazami a listé les 5 conditions de réussite du programme

: l'alliance aussi large que possible avec les partis, le parlement, le gouvernement, le secteur privé pour assurer une convergence, l'amélioration du dispositif juridique, l'élaboration d'une feuille de route précise, des ressources humaines et des ressources financières, car aujourd'hui, dit-il, les attentes sont immenses. Un mot sur la pérennisation de ce programme ? Nous avons en tant que société civile une responsabilité qui est la nôtre dans la pérennisation du programme et dans la recherche d'autres pistes de développement. Le CNDH, qui a fait ce qui est humainement possible, qui a mobilisé les ONG, a des moyens limités et c'est une institution de médiation. Il n'a pas toujours trouvé l'écho qu'il fallait. Nous devons, quant à nous, ouvrir des chantiers de débats sur toute la question du financement public de l'action d'utilité publique des associations. Il faut que cela sorte des circuits du clientélisme.

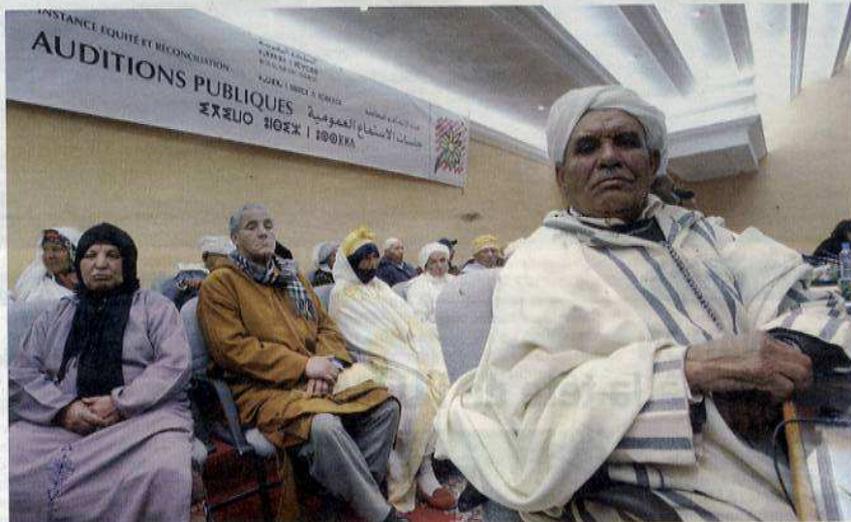
Le Maroc réconcilié avec son passé

DROITS DE L'HOMME

Les parrains du programme de réparation communautaire ont dressé le bilan de leur action collective. Avec près de 130 projets, un investissement de 29,7MDH et 19 partenariats, ce programme a, certes, atteint son but, mais il est temps de se poser des questions sur son avenir.

LEILA HALLAOUI

« Notre but stratégique est de préparer la phase d'indépendance du programme de la réparation communautaire. Nous cherchons, en quelque sorte, les moyens d'aboutir à un divorce à l'amiable ! ». Avec un brin d'humour, le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami, annonce la perspective d'une autonomisation, à part entière, du programme phare recommandé par l'Instance équité et réconciliation (IER). C'est l'unique voie, qui se prête, aux yeux des parrains, convaincus de la nécessité de perdurer et de développer cette action commune et unique. « Nous pouvons considérer que l'étape de la réconciliation est désormais mission accomplie. A présent, il faudra envisager plutôt de rebaptiser ce programme et pourquoi pas créer un centre d'assistance aux victimes ou une institution chargée d'étudier la violence sous toutes ses formes au Maroc », estime l'ancien président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (devenu CNDH), Ahmed Herzenni, qui a veillé de très près à la mise en œuvre et au suivi du programme de la réparation communautaire. Toutes les bonnes volontés ayant apporté leur eau au moulin de ce dernier se sont réunis, samedi 11 février à Rabat, pour dé-



Le programme a permis de financer 130 projets à hauteur de 29,7 millions de dirhams.

battre, en effet, des perspectives de ce programme, mais aussi de ses résultats.

État des lieux

Le CNDH s'est vu confier, dès la publication du rapport final de l'IER en janvier 2006, la lourde tâche de coordonner l'opération de suivi de mise en œuvre des recommandations de l'IER avec les départements ministériels. Le programme a permis ainsi de financer 130 projets à hauteur de 29,7 millions de dirhams, grâce à l'implication de la Fondation CDG et de la délégation de l'Union européenne au Maroc. « Ce programme réunit trois éléments qui en font une exception : la mobilisation des associations locales, l'adoption d'un mode de fonctionnement « tripartite » où autorités centrale et locale et société civile prenaient conjointement les décisions. Troisièmement, ce programme a réussi à fédérer pas moins de 17 partenaires », constate l'ambassadeur, chef de la délégation de l'UE au Maroc, Eneko Landaburu. Pour le diplomate, cette expérience mérite amplement d'être saluée et d'être soutenue. « Nous continuons à accompagner la mise en œuvre des recommandations

de l'IER, notamment en matière d'histoire et de mémoire - un autre volet clef du processus de réparation », déclare Eneko Landaburu.

Des difficultés à résoudre

« Il n'est pas possible de répondre à toutes les attentes, mais il faut reconnaître que le programme a créé une dynamique qu'il faut conforter », insiste de son côté le président de la Fondation CDG, Anass Hour Alami. Dans sa globalité, le programme a nécessité une enveloppe budgétaire de 56 millions de dirhams. « Nous avons adressé des demandes aux ministères de l'Équipement, du Tourisme, de la Santé et de l'Environnement, les conviant à signer des conventions de partenariat, mais ils ont refusé », regrette Abderrahman Chahid, membre du CNDH, ajoutant que d'autres administrations, notamment celles de l'agriculture, de l'habitat et de la culture n'ont jamais activé les conventions qu'elles ont pourtant signées.

Post-réparation communautaire

« Au fil du programme, se pose le risque de voir surgir d'autres besoins qui dé-

passent l'objectif premier », met en garde l'universitaire Nadir El Moumni qui a restitué la synthèse des travaux du débat. Une crainte soulevée également par le directeur du programme Méditerranée-Afrique du Nord du Centre international de justice transitionnelle, Habib Nassar : « Souvent se pose, dans ce genre de programme, une confusion entre réparation communautaire et développement durable. Il faut nécessairement faire une distinction entre les deux ».

El Yazami estime qu'il devient urgent et principal d'accorder un plus grand intérêt au volet politique pour permettre au programme de mieux évoluer. « Nous devons travailler avec le Parlement dans cet objectif, car il y a besoin d'instaurer un dispositif juridique et une feuille de route précise. Chaque coordination devra nous faire parvenir sa propre évaluation de la situation », déclare El Yazami. Et de rappeler que le manque en ressources humaines qualifiées et en moyens financiers demeurèrent encore et toujours. C'est le moment, pour le président du CNDH, d'en parler au chef du gouvernement. ♦

برنامج جبر

الضرر

قال السفير رئيس بعثة الاتحاد الأوروبي بالمغرب إنكو لانورو، إن برنامج جبر الضرر الجماعي بالمغرب، الذي بلغ مرحلة التصور بعد تجربة فريدة وغير مسبوقة بالمغرب العربي، وأضاف، في كلمة له خلال ملتقى وطني حول موضوع «جبر الضرر الجماعي: الحصيلة والآفاق»، نظمه المجلس الوطني لحقوق الإنسان أول أمس السبت بالرباط، أن البرنامج الذي فعل هذه التجربة ذات الطابع النموذجي على أرض الواقع اتخذ أشكالا محددة تجاوزت البعد الرمزي لجبر الضرر.

إيمانكم بالمشروع: برنامج جبر الضرر الجماعي بالمغرب تجربة فريدة وغير مسبوقه بالمغرب العربي

وذكر بأن المجلس شرع في متابعة تفعيل هذه التوصيات تنفيذًا للتكليف الملكي السامي من خلال اعتماد منهجية تستهدف ضمان جبر الأضرار الجماعية للمناطق التي تضررت جراء حدوث انتهاكات جسيمة بها تحقيقًا للمصالحة المبنية على الاعتراف بمسؤولية التولية والإصاف ودعمًا لاستعادة الثقة في الدولة ومؤسساتها.

من جانبه، أكد رئيس مؤسسة الرعاية لصندوق الإيداع والتدبير انس هوير الغلبي أن حصول برنامج جبر الضرر الجماعي بعد أربع سنوات من انطلاقه تعتبر إيجابية بالنظر للتأخر المشجع التي حققها لفائدة سكان المناطق المشمولة بهذا البرنامج.

وأضاف أن هذا البرنامج مكن من خلق دينامية محلية جديدة انخرطت فيها مصالح الدولة ومنتخبون وقاطنون جمعويون، تركزت على التشاور وإشراك الساكنة المستهدفة، دعياً في هذا السياق، إلى مواصلة دعم هذه الدينامية.

وبهذه المناسبة، قام المشاركون في هذا المنتدى بزيارة معرض لمنتجات محلية تضم بالأساس مواد طبيعية للتجميل ومسوجات وزراعي وحي من صنع نساء تنحدر من بعض المناطق المشمولة ببرنامج جبر الضرر الجماعي، تنتظم في إطار تعاونيات تنوحي لتحسين مستوى عيشهن.

يذكر أن هذا المنتدى يتوخى الوقوف عند حصول برنامج جبر الضرر الجماعي بعد أربع سنوات من العمل، وتعميق التفكير حول آفاق البرنامج انطلاقاً من التجربة التي تمت مراكمتها.

ساهمت في إعادة الاعتبار لمناطق عديدة ظلت لغترات طويلة مرادفة للنفي والإبعاد والإخفاء وموضوع تهيبس وإقصاء.

وأضاف أنه بحق للمغرب أن يعتز وهو يتلمس الآثار المترتبة عن تنفيذ هذه التوصيات والإقتراحات، مشيراً إلى أن المجلس تمكن بفضل الشراكات التي عقدها من تعبئة موارد مائة قنوت بحوالي 102 مليون درهم، مكنت من إنجاز 130 مشروعاً مباشراً بالإقليم الثلاثة عشر المشمولة بالبرنامج، كما ساهم في خلق دينامية مهمة حوله وحول المناطق التي يتعلمها والتي كان من نتائجها تدخل الكثير من البرامج والمؤسسات في تنمية هذه المناطق.

وفي هذا السياق استحضّر البريقي التحديات التي كانت أمام المجلس على الصعيد الوطني والمتعلقة بالأساس في الاستجابة لانتقادات المناطق والمجموعات المعنية والحفاظ على مستوى الدينامية المحلية وتطويرها بزيادة خبرتها، وإرساء قضاءات جديدة للحوار والتخطيط وبناء نظام شفاف للحكامة في الاستجابة لطلبات العروض الخاصة بالمشاريع وتنفيذها.

وأضاف أنه على المستوى الدولي كان المجلس مطالباً بالتجديد والإبداع لجعل التجربة المغربية إضافة نوعية للتجربة الدولية الحديثة في مجال جبر الضرر الجماعي سواء من حيث طبيعة المقاربات المعتمدة أو البرامج المنجزة حتى تصبح نموذجاً يستفاد منه على الصعيد العالمي، مؤكداً أن المغرب تمكن من رفع الكثير من هذه التحديات بفضل تضامر جهود جميع الشركاء.

أكد السفير رئيس بعثة الاتحاد الأوروبي بالمغرب إتيكو لانديورو، يوم السبت بالرباط، أن برنامج جبر الضرر الجماعي بالمغرب الذي بلغ مرحلة النضج بعد تجربة فريدة وغير مسبوقه بالمغرب العربي.

وأضاف لانديورو في كلمة له خلال ملتقى وطني حول موضوع جبر الضرر الجماعي الحصيلة والاتفاق، نظمته المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن البرنامج الذي فعل هذه التجربة ذات الطابع النموذجي على أرض الواقع اتخذت شكلاً محدداً تجاوزت المعد الرمزي لجبر الضرر، مبرراً أن المتسيبات التي حققها المغرب تمثلت في اعتماد منهجية تشاركية، وإحداث قضاءات للحوار، وعقد شراكات، وإنشاء هيئات تعنى بحقوق الإنسان في المناطق المعنية.

وبعدما عبر عن اعتراز الاتحاد الأوروبي بالمشاركة في هذا البرنامج، أكد عدم الاتحاد على الاستمرار في مواكبة تفعيل توصيات هيئة الإصاف والمصالحة، خاصة على مستوى حفظ التاريخ والذاكرة باعتباره شفا أساسيا في مسلسل جبر الضرر.

مذكراً بأن الاتحاد الأوروبي يواكب المغرب منذ عدة سنوات في التزامه من أجل تحقيق الانتقال الديمقراطي والنهوض بدولة الحق والعدل.

من جانبه، أكد رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان إيريس البريقي أن التجربة المغربية في مجال جبر الضرر الجماعي تشكل إضافة نوعية إلى تجارب لجان الحقيقة عبر العالم لما تقدمته من نتائج، مضيفاً أن هذه التجربة، التي ارتكزت على منهجية زاوجت بين التشارك ومراعاة النوع

Le chef de la délégation de l'UE au Maroc : «L'expérience de réparation communautaire au Maroc unique et sans précédent au Maghreb»

La démarche de réparation communautaire au Maroc "est unique et sans précédent au Maghreb", a affirmé, samedi à Rabat, le chef de la délégation de l'Union européenne au Maroc, Eneko Landaburu, soulignant que ce programme "arrive à sa phase de maturité".

Au-delà de "la dimension symbolique de la réparation", ces sont ses "formes tout à fait novatrices" qui en constituent "le véritable bénéfice" pour le Maroc, à savoir "l'esprit participatif, les espaces de dialogues créés, les partenariats et la décentralisation des instances en charge des droits de l'Homme", a dit M. Landaburu, lors d'une rencontre nationale sur "la réparation communautaire: état des lieux et perspectives".

Tout en faisant part de la "fierté" de l'UE d'avoir participé à ce programme, il a assuré qu'elle va continuer "à accompagner la mise en place des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation en matière d'histoire et de mémoire" qui représente "un volet clef du processus de réparation".

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss Yazami, a souligné que l'expérience marocaine dans ce domaine est un enrichissement au travail mené par les comités de vérité de par le monde, en ce qu'elle a allié participation et approche Genre et contribué à la réhabilitation de régions longtemps assimilées à l'exil, aux disparitions, à la marginalisation et à l'exclusion.

Le Maroc peut être fier de voir les effets de la mise en œuvre de ces recommandations, a-t-il considéré, relevant que grâce aux partenariats, le Conseil a pu mobiliser des fonds estimé à 102 millions de dirhams pour le financement de 130 projets dans les 13 régions concernées par le programme de réparation communautaire et enclencher une dynamique dans ces zones, ce qui a encouragé un grand nombre de Fonds et d'institutions à s'y impliquer activement.

Le CNDH a appréhendé, conformément aux orien-

tations royales, la mise en œuvre des recommandations de l'IER sur la base d'une méthodologie visant la réparation collective au niveau des zones touchées par de graves violations des droits humains et la réalisation de la réconciliation fondée sur la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat, l'équité et le rétablissement de la confiance dans les institutions de l'Etat. De son côté, Anass Houir Alami, président de la fondation CDG (partenaire du programme), a souligné que quatre ans après son lancement, le programme a permis d'atteindre de "résultats encourageants", à la faveur "des efforts de tous les acteurs tant à l'échelle nationale que locale".

Le programme a aussi permis "de mettre en place des dynamiques locales novatrices impliquant les services de l'Etat, les élus et les acteurs de la société civile, sur la base de la concertation et de l'implication des populations cibles", a-t-il expliqué.

En marge de cette rencontre, les participants ont visité une exposition de produits d'artisanat confectionnés par des femmes issues des régions concernées par la réparation communautaire et organisées dans le cadre de coopératives afin d'améliorer leurs conditions de vie.

Co-financé par le gouvernement marocain et l'UE, le programme de la réparation communautaire, une des principales recommandations de l'IER, est basé sur une philosophie de discrimination positive et sur un effort supplémentaire de solidarité en faveur de certaines régions et communautés qui ont souffert collectivement, de manière directe ou indirecte, des séquelles des violations graves des droits de l'Homme.

”إنيكو لاندبورو“ : ”برنامج جبر الضرر الجماعي بالمغرب تجربة فريدة وغير مسبوقه بالمغرب العربي“

”إنيكو لاندبورو“ : ”برنامج جبر الضرر الجماعي بالمغرب تجربة فريدة وغير مسبوقه بالمغرب العربي“

زنقة 20 . ماب

أكد السفير رئيس بعثة الاتحاد الأوروبي بالمغرب السيد إنيكو لاندبورو، اليوم السبت بالرباط ، أن برنامج جبر الضرر الجماعي بالمغرب، الذي بلغ مرحلة النضج، يعد تجربة فريدة وغير مسبوقه بالمغرب العربي.

وأضاف السيد لاندبورو، في كلمة له خلال ملتقى وطني حول موضوع ”جبر الضرر الجماعي الحصيلة والآفاق“ نظمه المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن البرنامج الذي فعل هذه التجربة ذات الطابع النموذجي على أرض الواقع اتخذ أشكالا مجددة، تجاوزت البعد الرمزي لجبر الضرر، مبرزاً أن المكتسبات التي حققها المغرب تمثلت في اعتماد منهجية تشاركية، وإحداث فضاءات للحوار، وعقد شراكات، وإنشاء هيئات تعنى بحقوق الإنسان في المناطق المعنية. وبعدها عبر عن اعتزاز الاتحاد الأوروبي بالمشاركة في هذا البرنامج، أكد عزم الاتحاد على الاستمرار في مواكبة تفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة ، خاصة على مستوى حفظ التاريخ والذاكرة باعتباره شقا أساسيا في مسلسل جبر الضرر، مذكرا بأن الاتحاد الأوروبي يواكب المغرب منذ عدة سنوات في التزامه من أجل تحقيق الانتقال الديمقراطي والنهوض بدولة الحق والقانون.

من جانبه، أكد رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان السيد إدريس اليزمي أن التجربة المغربية في مجال جبر الضرر الجماعي تشكل إضافة نوعية إلى تجارب لجان الحقيقة عبر العالم لما قدمته من نتائج، مضيفاً أن هذه التجربة، التي ارتكزت على منهجية زاوجت بين التشارك ومراعاة النوع، ساهمت في إعادة الاعتبار لمناطق عديدة ظلت لفترات طويلة مرادفة للنفي والإبعاد والاختفاء وموضوع تهميش وإقصاء.

وأضاف أنه يحق للمغرب أن يعتز وهو يتلمس الآثار المترتبة عن تنفيذ هذه التوصيات والاقتراحات، مشيراً إلى أن المجلس تمكن بفضل الشراكات التي عقدها من تعبئة موارد مالية قدرت بحوالي 102 مليون درهم، مكنت من إنجاز 130 مشروعاً مباشراً بالأقاليم الثلاثة عشر المشمولة بالبرنامج ، كما ساهم في خلق دينامية مهمة حوله وحول المناطق التي يشملها والتي كان من نتائجها تدخل الكثير من البرامج والمؤسسات في تنمية هذه المناطق.

وفي هذا السياق استحضر السيد اليزمي التحديات التي كانت أمام المجلس على الصعيد الوطني والمتمثلة، بالأساس، في الاستجابة لانتظارات المناطق والمجموعات المعنية، والحفاظ على مستوى الدينامية المحلية وتطويرها بزيادة خبرتها، وإرساء فضاءات جديدة للحوار والتخطيط، وبناء نظام شفاف للحكامة في الاستجابة لطلبات العروض الخاصة بالمشاريع وتسييرها وتنفيذها.

وأضاف أنه على المستوى الدولي كان المجلس مطالباً بالتجديد والإبداع لجعل التجربة المغربية إضافة نوعية للتجربة الدولية الحديثة في مجال جبر الضرر الجماعي سواء من حيث طبيعة المقاربات المعتمدة أو البرامج المنجزة حتى تصبح

نموذجاً يستفاد منه على الصعيد العالمي، مؤكداً أن المغرب تمكن من رفع الكثير من هذه التحديات بفضل تضافر جهود جميع الشركاء.

وذكر بأن المجلس شرع في متابعة تفعيل هذه التوصيات تنفيذاً للتكليف الملكي السامي من خلال اعتماد منهجية تستهدف ضمان جبر الأضرار الجماعية للمناطق التي تضررت جراء حدوث انتهاكات جسيمة بها ، تحقيقاً للمصالحة المبنية على الاعتراف بمسؤولية الدولة والإنصاف ودعم استعادة الثقة في الدولة ومؤسساتها. من جانبه ، أكد رئيس مؤسسة الرعاية لصندوق الإيداع والتدبير السيد أنس هوير العلمي أن حصيلة برنامج جبر الضرر الجماعي بعد أربع سنوات من انطلاقه تعتبر إيجابية بالنظر للنتائج المشجعة التي حققها لفائدة سكان المناطق المشمولة بهذا البرنامج.

وأضاف أن هذا البرنامج مكن من خلق دينامية محلية مجددة انخرطت فيها مصالح الدولة ومنتخبون وفاعلون جمعويون، تركز على التشاور وإشراك الساكنة المستهدفة، دعياً، في هذا السياق، إلى مواصلة دعم هذه الدينامية. وبهذه المناسبة، قام المشاركون في هذا الملتقى بزيارة معرض لمنتجات محلية تضم بالأساس مواد طبيعية للتجميل ومنسوجات وزرايبي وحلي، من صنع نساء تنحدر من بعض المناطق المشمولة برنامج جبر الضرر الجماعي، تنتظم في إطار تعاونيات تتوخى تحسين مستوى عيشهن.

يذكر أن هذا الملتقى يتوخى الوقوف عند حصيلة برنامج جبر الضرر الجماعي بعد أربع سنوات من العمل، وتعميق التفكير حول آفاق البرنامج انطلاقاً من التجربة التي تمت مراكمتها.

الصبار : لاتحملوننا اكثر مما يتيح لنا الظهير المؤسس للمجلس

لهيبة : اذا كان الاحتجاج مشروعاً في مجالات، لا ينبغي ان يبقى هو الوحيد في مجال حقوق الانسان لان هذه الاخيرة تربية

بتعاون مع المجلس الوطني لحقوق الانسان، نظمت المندوبية الوزارية لحقوق الانسان يوماً دراسياً حول الاستعراض الدوري الشامل في مجال حقوق الانسان، اليوم الدراسي هذا نظم بقصر المؤتمرات بالعيون وترأسه كل من محمد الصبار امين عام المجلس الوطني لحقوق الانسان والمحجوب لهيبة المندوب الوزاري لحقوق الانسان، وحضرته فعاليات حقوقية من مختلف المشارب، بالإضافة الى ممثل والي جهة العيون بوجدور الساقية الحمراء، وممثل النيابة العامة



بمحاكمة
 الاستئناف نائب
 الوكيل العام
 بدات المحكمة
 جمهور
 الحاضرين
 ايضاً ضم
 معتقلين سابقين
 وعائدين الى
 ارض الوطن
 وفعاليات
 نسوية
 الحضور تتبع
 العروض المقدمة
 من طرف
 المندوبية
 الوزارية

والمجلس الوطني لحقوق الانسان، وعرض قدمته احدى الهيئات الحقوقية، انصبت على محور اليوم الدراسي السالف الذكر، تلتها مناقشات عامة وتدخلات من طرف الحاضرين، شملت بعض الاعطاب التي ما زالت تعيق الطي النهائي للصف سنوات الجمر والرصاص، في شقيها المادي والاجتماعي، حيث اشار بعض المتدخلين على ان التسوية التي همت جبر الضرر بالنسبة لضحايا انتهاكات حقوق الانسان في السنوات المذكورة لم تكن في مستوى حجم الأضرار، في ما كانت تدخلات اخرى تلح على ضرورة استفادة ضحايا الانتهاكات في تلك الحقبة من دعم اجتماعي، وقبل انطلاق اشغال اليوم الدراسي تدخلت تسليمة كديم ازيك الشاملة، وعبرت عن احتجاجها لعدم اطلاق السلطات سراح المعتقلين على خلفية الاحداث التي عرفتها العيون بداية نونبر من سنة 2010 اثر تفكيك مخيم اكديم ازيك من قبل السلطات، ما جعل المنظمون يوقفون اشغال اليوم الدراسي الى ان انسحبت المجموعة المحتجة، وعلى هامش اليوم الدراسي ادلى المندوب الوزاري لحقوق الانسان المحجوب لهيبة للصحافة بتصريح قال فيه : اذا كان الاحتجاج مشروعاً في مجالات فلا ينبغي ان يبقى هو الوحيد في مجال حقوق الانسان، لان هذه الاخيرة هي تربية، وبخصوص كثرة الملاحظات على المجلس الوطني لحقوق الانسان من طرف بعض المتدخلين قال امينه العام محمد الصبار في اطار تدخله للرد على بعض التساؤلات، وفي نفس السياق الذي عبر عنه المندوب الوزاري ان احتجاج البعض هو تقوية للمجلس الوطني لحقوق الانسان، وغيره من هؤلاء على وجوده، كما التمس منكم ان لاتحملوننا اكثر مما يتيح لنا الظهير المؤسس للمجلس.

العيون - الحسين رضيت

استقبال "احتجاجي" للصابر والهيبة بالعيون

على الزركي العيون
السبت 11 فبراير 2012 - 17:38

اللقاء التشاوري حول الاستعراض الدوري الشامل في مجال حقوق الانسان الذي احتضنته العيون يومه السبت عرف توقفا ومنذ بدايته لمدة ساعة ونصف بسبب الإنزال المكثف لبوليساريو الداخل وتنسيقية كديم ايزيك الذين رفعوا الشعارات واللافتات وصور المعتقلين على خلفية أحداث العيون وكديم ايزيك الماضية وسبوا المجلس الوطني لحقوق الانسان.

محمد الصبار الأمين العام لمجلس حقوق الانسان والمحجوب الهيبة المندوب الوزاري المكلف بحقوق الانسان وقفا مذهولين للاستقبال " غير اللائق" الذي حظيا به

الصابر وفي الكواليس بدا ساخطا للموقف الذي وجد نفسه فيه فخاطب المحتجين بكونه من المدافعين عن مطالبهم قبل وخلال توليه المسؤولية بالمجلس وتأسف على النوعت التي مست المجلس من طرف احد المحتجين، ليستأنف اليوم الدراسي بعدد قليل من الحضور

ويذكر ان اليوم الدراسي هو الاخير في سلسلة اللقاءات التشاورية لإعداد التقرير الوطني الثاني حول الية الاستعراض الدوري الشامل في مجال حقوق الانسان وهو التقرير الذي سيعرض على مجلس حقوق الانسان بجنييف في ماي المقبل .

Revue de Presse du Conseil National des

Conseil national des droits de l'Homme Préserver la dignité des personnes en situation de handicap

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), M. Driss El Yazami a souligné vendredi à Marrakech, la nécessité de conjuguer les efforts de l'ensemble des acteurs concernés en vue de l'élaboration de programmes et de mécanismes efficaces pour la préservation de la dignité des personnes en situation de handicap.

S'exprimant à l'ouverture des travaux d'un séminaire international sur "l'harmonisation de la loi 62-09 relative aux droits des personnes en situation de handicap avec les dispositions de la Constitution et la convention internationale en la matière", M. El Yazami a mis l'accent sur l'impératif de l'adoption et de l'activation d'un cadre juridique, à même de garantir les droits fondamentaux des personnes en situation de handicap. Il a déploré le fait que les textes réglementaires et législatifs actuels ne répondent pas aux simples critères relatifs aux droits de l'Homme, estimant que ces textes restent loin de satisfaire les besoins liés au critère légal car, fondés, lors de leur élaboration, sur une approche charitable sans pour autant évaluer le handicap d'un point de vue droit de l'Homme. M. El Yazami a tenu à rappeler que le CNDH accorde un intérêt particulier à cette question, à travers ses efforts visant à harmoniser l'arsenal juridique et réglementaire national, avec les dispositions des conventions relatives aux droits des personnes dans une situation de handicap ainsi que des conventions internationales dans ce domaine. Il est nécessaire de promouvoir une approche des droits de l'Homme en faveur de cette catégorie sociale, dans les politiques publiques, a-t-il estimé, faisant observer que le CNDH veille à ce que le Maroc dispose d'un cadre législatif global et intégré et ce, dans l'optique de favoriser l'intégration sociale des personnes en situation de handicap et de mettre en œuvre une politique volontariste et humaine fondée sur un respect parfait des droits de l'Homme et de l'égalité.

De son côté, le président du Collectif pour la promotion des droits des personnes en situation de handicap, M. Mohamed El Khadiri a insisté sur la nécessité d'éviter de traiter la question des personnes en situation de handicap selon une approche charitable et médicale restreinte, se disant en faveur de la mise en application des dispositions juridiques internationales en vigueur dans ce domaine.

Tout en mettant en avant les dispositions contenues dans la nouvelle Constitution visant à promouvoir les droits des personnes en situation de handicap, M. El Khadiri a insisté sur la nécessité de la conjugaison des efforts de tous pour la mise en application de ces dispositions. M. Rachid Ghanouni, représentant du ministère de la Solidarité, de la femme, de la famille et du développement social, a estimé, quant à lui, que les circonstances actuelles imposent de revoir les méthodes relatives au traitement du dossier du handicap aussi bien, en ce qui concerne les approches que la méthodologie de gestion.

Et de poursuivre que cette harmonisation est un chantier qui revêt un caractère urgent, rendant nécessaire l'identification des priorités, la définition des objectifs et la suppression de



l'approche sectorielle ou partielle dans le traitement de la problématique de handicap et ce, dans l'optique d'asseoir les bases d'une bonne gouvernance dans la gestion de ce dossier.

M. Dominique Sevet de l'ONG Handicap International a mis en avant les efforts déployés par cette organisation en vue de l'activation des dispositions de la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées, à travers la sensibilisation et l'appui technique aux gouvernements. Initiée par le CNDH, en collaboration avec le Collectif pour la promotion des droits des personnes en situation de handicap, cette rencontre a pour principal objectif d'alimenter le débat sur les dispositions de la nouvelle constitution relatives aux droits des personnes en situation de handicap. Il s'agit aussi de mettre l'accent sur la nécessité d'harmoniser le projet de loi n 62-09, relatif au renforcement des droits des personnes en situation de handicap, avec les dispositions de la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées (CIRDPH) ratifiée par le Maroc en 2008. Cette rencontre sert également d'occasion pour enrichir le débat sur le processus de mise en place d'un Conseil national pour la promotion des droits des personnes handicapées et sur le rôle qu'il peut jouer dans le suivi de l'application de la convention. Selon les organisateurs, les résultats de ces débats doivent servir de base au rapport initial que doit soumettre le Maroc durant l'année 2012 au système de suivi de la mise en œuvre de la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées (CIRDPH). Une session de formation sera organisée, en marge de cette rencontre (11-14 février), autour de l'outil Disability Rights Promotion International (DRPI) en faveur de 47 participants représentant les associations actives dans le domaine du handicap en provenance de quatre pays, Algérie, Maroc, Mauritanie et Tunisie.

بوكوس متفائل بمستقبل اللغة الأمازيغية بالمغرب

من مبعوث (و م ع): عبد اللطيف أبي القاسم
الأحد 12 فبراير 2012 - 23:25

أعرب عميد المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية أحمد بوكوس، الأحد 12 فبراير الجاري بالدار البيضاء، عن تفاؤله بمستقبل اللغة الأمازيغية بالمغرب بعد التنصيب عليها لغة رسمية للدولة في الدستور الجديد، وإعلان الحكومة الجديدة اعتماد مقاربة تشاركية في تنزيل هذا الأخير.

وقال بوكوس في تصريح لوكالة المغرب العربي للأنباء، على هامش ندوة نظمها المجلس الوطني لحقوق الإنسان في إطار فعاليات الدورة الـ18 للمعرض الدولي للنشر والكتاب، إن المرء "لا يمكن إلا أن يكون متفائلا" بخصوص مستقبل اللغة الأمازيغية، مشيرا إلى أن البرنامج الحكومي أكد على اعتماد المقاربة التشاركية أثناء تفعيل مقتضيات الدستورية بما فيها تلك المتعلقة باللغة الأمازيغية.

وفي المقابل، دعا بوكوس، بمناسبة هذه الندوة المنظمة حول موضوع "الحقوق الثقافية والسياسة اللغوية"، إلى "التحلي باليقظة الفاعلة والإيجابية" أثناء مسلسل إعداد القانون التنظيمي الذي يحدد مراحل تفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية، وكيفيات إدماجها في مجال التعليم، وفي مجالات الحياة العامة ذات الأولوية.

وأكد عميد المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية أن المطلوب الآن أن تساهم النخبة السياسية والمثقفون والباحثون، والمجتمع المدني وكافة القوى الحية في البلاد في النقاش من أجل توضيح المفاهيم والرؤى ذات الصلة، وتملك مقتضيات هذا القانون التنظيمي، ثم الحرص على مواكبة تفعيلها في السياسات العمومية.

وسجل بوكوس أن للتيار السائد حاليا على مستوى المؤسسات التنفيذية والتشريعية "والذي أفرزته صناديق الاقتراع" رؤيته لقضية الأمازيغية، مضيفا أن "أي مواطن ديمقراطي يتعين أن يتقبل هذا الوضع"، داعيا الفاعلين الذين لا يتفقون مع هذا التيار إلى "التحلي بمبدأ المساندة النقدية" والتعبير عن رؤاهم في إطار نقاش عام ومنظم وديمقراطي.

وتركزت باقي المداخلات خلال هذه الندوة، التي ساهم في تنشيطها أيضا الأساتذة عبد الله بونفور، ومحمد المدلاوي، وعلي أمهان، حول ضرورة تعزيز القدرات في مجال النهوض بالحقوق الثقافية وتيسير ولوج المواطنين إليها.

كما شددت على ضرورة الحرص على التعريف بطبيعة الحقوق الثقافية ذات الصلة بالقضية الأمازيغية في صفوف الساكنة المعنية بها، وخاصة تلك التي تنتشر الأمية في أوساطها، على اعتبار أن استيعاب الحقوق وفهمها يشكل مدخلا أساسيا للمطالبة بها والدفاع عنها.

يشار إلى أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يشارك في فعاليات المعرض الدولي للنشر والكتاب بالدار البيضاء في إطار رواق مشترك مع مجلس الجالية المغربية بالخارج، ومجلس المناقسة، والهيئة المركزية للوقاية من الرشوة.

أحمد بوكوس : أنا متفائل بمستقبل اللغة الأمازيغية بالمغرب

نـاظـور 24 : و . م . ع

أعرب عميد المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية السيد أحمد بوكوس، اليوم الأحد بالدار البيضاء، عن تفاوله بمستقبل اللغة الأمازيغية بالمغرب بعد التنصيب عليها لغة رسمية للدولة في الدستور الجديد، وإعلان الحكومة الجديدة اعتماد مقاربة تشاركية في تنزيل هذا الأخير.

وقال السيد بوكوس في تصريح لوكالة المغرب العربي للأنباء، على هامش ندوة نظمها المجلس الوطني لحقوق الإنسان في إطار فعاليات الدورة الـ18 للمعرض الدولي للنشر والكتاب، إن المرء "لا يمكن إلا أن يكون متفائلا" بخصوص مستقبل اللغة الأمازيغية، مشيرا إلى أن البرنامج الحكومي أكد على اعتماد المقاربة التشاركية أثناء تفعيل مقتضيات الدستورية بما فيها تلك المتعلقة باللغة الأمازيغية.

وفي المقابل، دعا السيد بوكوس، بمناسبة هذه الندوة المنظمة حول موضوع "الحقوق الثقافية والسياسة اللغوية"، إلى "التحلي باليقظة الفاعلة والإيجابية" أثناء مسلسل إعداد القانون التنظيمي الذي يحدد مراحل تفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية، وكيفية إدماجها في مجال التعليم، وفي مجالات الحياة العامة ذات الأولوية .

وأكد عميد المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية أن المطلوب الآن أن تساهم النخبة السياسية والمتفوقون والباحثون، والمجتمع المدني وكافة القوى الحية في البلاد في النقاش من أجل توضيح المفاهيم والرؤى ذات الصلة، وتملك مقتضيات هذا القانون التنظيمي، ثم الحرص على مواكبة تفعيلها في السياسات العمومية.

وسجل السيد بوكوس أن للتيار السائد حاليا على مستوى المؤسسات التنفيذية والتشريعية "والذي أفرزته صناديق الاقتراع" رؤيته لقضية الأمازيغية، مضيفا أن "أي مواطن ديمقراطي يتعين أن يتقبل هذا الوضع"، داعيا الفاعلين الذين لا يتفقون مع هذا التيار إلى "التحلي بمبدأ المساندة النقدية" والتعبير عن رواهم في إطار نقاش عام ومنظم وديمقراطي.

وتركزت باقي المداخلات خلال هذه الندوة، التي ساهم في تنشيطها أيضا الأساتذة عبد الله بونفور، ومحمد المدلاوي، وعلي أمهان، حول ضرورة تعزيز القدرات في مجال النهوض بالحقوق الثقافية وتيسير ولوج المواطنين إليها.

كما شددت على ضرورة الحرص على التعريف بطبيعة الحقوق الثقافية ذات الصلة بالقضية الأمازيغية في صفوف الساكنة المعنية بها، وخاصة تلك التي تنتشر الأمية في أوساطها، على اعتبار أن استيعاب الحقوق وفهمها يشكل مدخلا أساسيا للمطالبة بها والدفاع عنها.

يشار إلى أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يشارك في فعاليات المعرض الدولي للنشر والكتاب بالدار البيضاء في إطار رواق مشترك مع مجلس الجالية المغربية بالخارج، ومجلس المنافسة، والهيئة المركزية للوقاية من الرشوة

الاتلاف المغربي يطالب بنكيران بإلغاء عقوبة الإعدام من القانون الجنائي

■ السعدية الهايج



عن إصدار الأحكام، لاسيما في مجال القضاء، بأن يعملوا على التقدم في تأويل مضمون الفصل 20 من الدستور الجديد، الذي يترجم مضمونه إلغاء عقوبة الإعدام، احتراما للتعاهد الذي صادق عليه المواطنين يوم فاتح يوليوز من سنة 2011. وفي الإطار نفسه اقترحت بوعياش فكرة «كتاب أبيض» على صيغة سؤال جواب، يجمع ما بين قناعات المناصرين لإلغاء عقوبة الإعدام، والمدافعين عنها، الذين انخرطوا في إستراتيجية واضحة «مكتسبة ومتطورة»، وتتقوى بأدوات ووسائل قانونية وبرأي عام قوي يدافع عن الفكرة». تؤكد رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، ومن جانبها، اعتبر عبد الله المتوكل، الأستاذ الجامعي كلية الآداب والعلوم الإنسانية عين الشق بالدار البيضاء، أن مقاربة هذا الموضوع تعرف اختلافا كبيرا بين الفاعلين، لأن هناك تداخلات دينية حول الموضوع. غير أن القوانين الوضعية أجمعت على أن عقوبة الإعدام متناقضة مع المبادئ السامية التي من أجلها دخل الإنسان إلى المجتمع. ولذلك يجب احترام مكانة الإنسان، التي لا تمكن رعيتها من غير القوانين الوضعية ولو أنها لا تسمى إلى المثالية، يؤكد الباحث المتوكل. ومن جهة أخرى، قال عبد القادر أزريع، عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إن حياة الإنصاف والنصاحة أوصت بالصادقة على البروتوكول الثاني الملحق بالمعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية المتعلق بإلغاء عقوبة الإعدام. وأضاف أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وفي إطار تتبعه لتنفيذ توصيات حياة الإنصاف

مطالب الاتلاف المغربي من أجل إلغاء عقوبة الإعدام رئيس الحكومة، عبد الإله بنكيران، بتفعيل الفصل 20 من الدستور الجديد، الذي ينص على «الحق في الحياة»، وذلك خلال ندوة نظمت يوم الجمعة بمشاركة مع المنظمة الدولية لإلغاء عقوبة الإعدام. واعتبر النقيب عبد الرحيم الجامعي، المنسق الوطني للاتلاف المغربي، أن 2012 تشكل المحطة الرابعة لطرح المقرر نفسه من أجل المطالبة بإلغاء عقوبة الإعدام، على الرغم من أن المغرب منذ 1993 لم يطبقها إلا أن القضاء استمر في إصدار أحكام بالإعدام. وقال إن الغاية من تنظيم هذه الندوة هي المساهمة في النقاش المفتوح حول إلغائها. وفي تشكيل رأي عام يتناول هذا الموضوع بشكل حازم. وأضاف الجامعي أن «مثل هذه اللقاءات تروم أيضا خلق مناخ، يسير في اتجاه تطبيق مطالب إلغاء عقوبة الإعدام على المستوى التشريعي أولا، ثم على المستوى القضائي، داعيا في السياق ذاته إلى أن يكون القضاء داعما للتصور الحداثي الإنساني الخلاق الراض لسلب الحق في الحياة، على اعتبار أن القانون لا يمكن في أي حال من الأحوال إلا أن يحمي الحق في الحياة. وأكدت أمينة بوعياش، رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، أن الحق في الحياة هو أول الحقوق التي لا يمكن المس بها معتبرة أن حمايته هي أساس توسيع الحريات. وحثت المسؤولين

الإعدام». فقد استعرض الجهود المبذولة على الصعيد العالمي، خصوصا من قبل الأمم المتحدة، لإلغاء عقوبة الإعدام. وأشار برنار أيضا إلى بعض الأسباب التي تقف وراء عقوبة الإعدام، في بعض مناطق العالم، ومنها على سبيل الذكر الأسباب العرقية والدينية وتجارة المخدرات والجرائم السياسية. وقارب المشاركون في الندوة عناصر التفكير الكفيلة بالتقدم في مطالب إلغاء عقوبة الإعدام، وذلك من خلال إبراز آليات دور القانون الدولي لحقوق الإنسان في حماية الحق في الحياة، وقراءة في المادة 20 من الدستور الجديد. ■

والمصالحة، عمل على فتح نقاش وطني حول عقوبة الإعدام بإشراك جميع أطراف المجتمع المغربي. ولم يفت أزريع أن يذكر بأن نص الدستور الجديد، الذي يعد ميثاقا حقيقيا للحقوق والحريات الأساسية، أكد على التزام المملكة بمبادئ وقيم حقوق الإنسان كما هي متعارف عليها عالميا. مشيرا إلى أنه ينص أيضا على سمو الاتفاقيات الدولية التي صادق عليها المغرب على التشريعات الوطنية، ومنع جميع أشكال التمييز وحظر التعذيب وجميع الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان. أما إيريك برنار، عضو المجلس الإداري للجمعية الفرنسية «جميعا من أجل إلغاء عقوبة

Revue de Presse de

المدخلون دعوا القضاء إلى دعم التصور الحدائثي الإنساني الراض لسلب الحق في الحياة

أمينة بوعيش: "نطالب بتغيير الخيار السياسي للمرجعية التي يبني على أساسها ردع الجريمة"

■ عبد المومن محو

العدالة لا تقتل.. كذلك طبعت عبارة بالفرنسية والأمازيغية والفرنسية، على لافتة أثلت القضاء الذي أقيمت فيه ندوة نظمها الائتلاف المغربي من أجل إلغاء عقوبة الإعدام، يوم الجمعة 10 أفريل الجاري بالرباط.

ندوة الدستور والحق في الحياة، بحسب المنسق الوطني للائتلاف النقيب عبد الرحيم الحاصمي، غايتها تطوير النقاش المفتوح حول إلغاء عقوبة الإعدام مع تشكيل رأي عام يتناول هذا الموضوع بشكل حازم. ودعا الحاصمي، إلى أن يدعم القضاء التصور الحدائثي الإنساني الخلاق الراض لسلب الحق في الحياة على اعتبار أن القانون لا يمكن في أي حال من الأحوال إلا أن يحمي الحق في الحياة.

من جانبها، دعت أمينة بوعيش رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان والمشاركة في لجنة إعداد الدستور، (دعت) المعنيين بإصدار احكام الإعدام، إلى التقدم في تاويل المادة 20 من الدستور. واعتبرت أمينة بوعيش، أن مضمون المادة 20 من الدستور المغربي الجديد، والتي نخص على الحق في الحياة، هو توافق لآراء متعددة توصلت بها اللجنة الاستشارية ساعتها، كما انها تترجم مضمون إلغاء عقوبة الإعدام والحق في الحياة.

كما طالبت رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، بتغيير الخيار السياسي للمرجعية التي يبني على أساسها ردع الجريمة.

وقالت بوعيش في تدخلها، انه بقدر ما تتوسع الحريات والحقوق، بقدر ما نتقدم نحو إلغاء عقوبة الإعدام وتغيير النظام العام، باعتبار هذا الأخير خيار سياسي ومعنوي. وأضافت ان المدافعون عن إلغاء عقوبة الإعدام منخرطون ضمن استراتيجية واضحة ومكتسبة ومنظورة وتتقوى بانوات ووسائل قانونية وبراي عام قوي يدافع عن الفكرة.

■ تتمة 3

تتمة ص 1

■ عبد المومن محو

المملكة على احترام مبادئ حقوق الإنسان المتعارف عليها عالميا.

وأضاف أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان وفي إطار تتبعه لتنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والصالحة؟ عمل على فتح نقاش وطني حول عقوبة الإعدام بإشراك جميع أطراف المجتمع المغربي؟ كما نظم في أكتوبر 2008 ندوة حول عقوبة الإعدام.

خلال هذا اللقاء، تم كذلك من خلال متدخلين آخرين، عرض الأسس الفلسفية للحق في الحياة، وتسليط الضوء على الممارسة القضائية و عقوبة الإعدام و الدينامية العالمية لإلغاء هذه العقوبة من جهة، ومن جهة ثانية إبراز آفاق إصلاح النظام الجنائي المغربي من أجل حماية الحق في الحياة و إلغاء عقوبة الإعدام، وكذا دور كل من القضاء و البرلمان في هذا الاتجاه.

هذا، واقترحت أمينة بوعيش، كمدافعة على حقوق الإنسان، إنجاز كتاب أبيض على شكل سؤال جواب، بين المدافعين عن إلغاء عقوبة الإعدام والراضين لهذه الدعوة.

عبد القادر أزرع، ممثل المجلس الوطني لحقوق الإنسان عوضاً عن محمد الصبار، قال في تدخلته: عندما تعيش في جو من الرعب والائتال تعرف ما معنى الحق في الحياة.

ودعا أزرع، إلى مراجعة شاملة للقانون الجنائي، وتحديثه قصد التوافق مع التطورات الحاصلة، وكذا مع المنظومة الدولية لحقوق الإنسان.

كما أكد، ممثل المجلس الوطني لحقوق الإنسان، على أن الدستور يؤكد على التزام

Abolition de la peine de mort Protéger le droit à la vie

Les participants à une conférence sous le thème: "Constitution et droit à la vie", tenue vendredi à Rabat, ont tenté de dégager des éléments de réflexion susceptibles de faire avancer l'abolition de la peine de mort, mettant en exergue les mécanismes du droit international relatif aux droits de l'Homme dans la protection du droit à la vie et l'article 20 de la Constitution marocaine.

Cette rencontre, organisée par la Coalition marocaine contre la peine de mort (CMCPM), composée de 11 associations marocaines de défense des droits de l'homme, a fait valoir la pratique juridique et la dynamique que connaît le monde comme argumentaires en faveur de l'abolition de cette peine. Les conférenciers ont également abordé les perspectives de réforme du code pénal marocain dans l'objectif de protéger le droit à la vie, ainsi que le rôle de la justice dans ce sens.

L'objectif de cette conférence est de contribuer au débat sur l'abolition de la peine capitale, et former "une opinion publique qui aborde ce sujet de manière ferme", a affirmé le coordinateur national de cette coalition, Abderrahim Jamaï. Les débats de ce type tendent également à créer un climat favorable à l'abolition de la peine capitale au niveau législatif en premier lieu, puis au niveau juridique, a ajouté M. Jamaï, appelant à ce que la justice vienne renforcer la vision moderniste et humaniste qui refuse d'ôter le droit à la vie, puisque la loi est censée protéger ce droit dans tous les cas. Par ailleurs, M. Abdelkader Zraïh, membre du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), a rappelé que l'Instance équité et réconciliation (IER) avait recommandé l'approbation du deuxième protocole lié au pacte international relatif aux droits civils et politiques et portant sur la peine de mort. Dans le cadre de son suivi de l'exécution des recommandations de l'IER, le CNDH a ouvert un débat national autour de la peine capitale avec la participation de la société civile marocaine en organisant en octobre 2008 une conférence sur la peine de mort, a rappelé M. Zraïh. M. Zraïh a ajouté que la nouvelle Constitution, qui constitue une véritable charte des droits et des libertés fondamentaux, a mis en valeur l'engagement du Royaume à l'égard des principes et des valeurs des droits de l'Homme tels qu'ils sont reconnus à l'échelle internationale et a entériné la prééminence

des conventions internationales, signées par le Maroc, sur les législations nationales ainsi que l'interdiction de toute forme de discrimination, de torture et de toutes violations graves des droits de l'Homme. Pour sa part, la présidente de l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH), Mme Amina Bouayach, a rappelé l'article 20 de la Constitution qui porte sur "le droit à la vie", estimant que l'esprit de cet article rejoint ceux de l'annulation de cette peine et du droit à la vie et appelant l'ensemble des intervenants, notamment dans le domaine de la justice, à "progresser dans l'interprétation du contenu de cet article".

"L'élargissement des libertés est considéré comme une avancée vers l'abolition de la peine de mort" a affirmé la présidente de l'OMDH qui a souligné que les défenseurs de l'abolition de la peine capitale s'inscrivent dans une stratégie claire et développée qui s'appuie sur des instruments juridiques et une opinion publique qui défend cette idée.

En outre, Mme Bouayach a proposé l'idée d'un "livre blanc", sous forme de questions/réponses, et qui rassemble les convictions des pro-abolition et celles des défenseurs de cette peine. Par ailleurs, le professeur universitaire Abdellah Moutaouakil a plaidé en faveur d'une approche philosophique pour appréhender ce sujet, étant donné les concepts préconisés par des philosophes à l'image de l'Anglais Thomas Hobbes qui a été le premier à avoir évoqué le concept de "droit de l'Homme". Quant à Eric Bernard, membre du Conseil administratif de l'association française "Ensemble contre la peine de mort", il a passé en revue les efforts déployés à l'échelle internationale, notamment de la part des Nations unies, pour abolir la peine de mort. M. Bernard a évoqué également certaines raisons à l'origine de la persistance de la peine de mort dans certaines régions du monde, dont des raisons ethniques et religieuses, le trafic de drogue et les crimes politiques.

«كتاب أبيض» لإلغاء عقوبة الإعدام في المغرب

١٢/٢/٢٠١٢ .

الرباط – يوشعيب النعامي

احتضنت العاصمة المغربية الرباط أول أمس، أشغال ندوة ”حول الدستور والحق في الحياة“ نظمتها الائتلاف المغربي لإلغاء عقوبة الإعدام، بمشاركة العديد من الحقوقيين .

وقارب المشاركون في الندوة عناصر التفكير الكفيلة بالتقدم في مطالب إلغاء عقوبة الإعدام، وذلك من خلال إبراز آليات دور القانون الدولي لحقوق الإنسان وقراءة في المادة العشرين من الدستور الجديد، التي تنص على ”الحق في الحياة.“

وقدم المشاركون مجموعة من الاقتراحات في هذا الخصوص، حيث دعت أمينة بوعياش رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان إلى فكرة ”كتاب أبيض“ على صيغة سؤال جواب، يجمع ما بين قناعات المناصرين لإلغاء عقوبة الإعدام، والمدافعين عن العقوبة.

ودعت الفاعلين المشتغلين في مجال القضاء، إلى التقدم في تأويل مضامين المادة العشرين من الدستور الجديد، لأنها ”تترجم مضمون إلغاء عقوبة الإعدام والحق في الحياة“، وأكدت بوعياش التي تعتبر من بين أبرز الوجوه الحقوقية، على أن التوسع في مجال الحريات يعتبر في حد ذاته تقدما نحو إلغاء عقوبة الإعدام، مشيرة إلى أن المدافعين عن إلغاء عقوبة الإعدام، منخرطون في إستراتيجية واضحة ”مكتسبة ومتطورة، وتتقوى بأدوات ووسائل قانونية وبرأي عام قوي يدافع عن الفكرة.“

وسلط المشاركون، الضوء على الممارسة القضائية وعقوبة الإعدام والدينامية التي يعرفها العالم لإلغاء هذه العقوبة، وأكد عبد الرحيم الجامعي، المنسق الوطني للائتلاف المغربي أن الندوة تهدف إلى خلق مناخ يسير في اتجاه تطبيق مطالب إلغاء عقوبة الإعدام على المستوى التشريعي أولا، ثم على المستوى القضائي، داعيا إلى أن يكون القضاء داعما للتصور الحداثي الإنساني الخلاق الرافض لسلب الحق في الحياة، على اعتبار أن القانون لا يمكن في أي حال من الأحوال إلا أن يحمي الحق في الحياة.

وعن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أشار عبد القادر أزريع إلى أن هيئة الإنصاف والمصالحة، أوصت بالمصادقة على البروتوكول الثاني الملحق بالعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية المتعلق بإلغاء عقوبة الإعدام مضيفا أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وفي إطار تتبعه لتنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، عمل على فتح نقاش وطني حول عقوبة الإعدام بإشراف جميع أطراف المجتمع المغربي، كما نظم في أكتوبر 2008 ندوة حول عقوبة الإعدام.

وكان الائتلاف المغربي من أجل إلغاء عقوبة الإعدام دعا في وقت سابق إلى دسترة إلغاء عقوبة الإعدام وملاءمة القوانين الوطنية مع الاتفاقيات الدولية في هذا المجال.

العمراني وحسني تطالبان بترحيل زوجها المعتقل إلى "غوانتنامو" ..

هسبريس - طارق العاطفي:
السبت 11 فبراير 2012 - 21:28

وقّعت كل من نزهة العمراني وفتيحة حسني "أم آدم المجاطي"، زوجتا عمر العمراني المدان بـ10 سنوات نافذة بناء على "قانون مكافحة الإرهاب"، على رسالة مفتوحة موجهة إلى الحكومة الأمريكية تطالب واشنطن بـ "استقبال عمر ضمن سجن غوانتنامو حتى يتمتع بحقوقه السجن ويعامل بإنسانية".

وكشفت على متن ذات الوثيقة، التي تتوفر هسبريس على نسخة منها، بأن هذا الطلب قد أتى بعد مطالبة المندوبية العامة لإعادة السجن وإعادة الإدماج عددا من المعتقلين باختيار المؤسسة التي يرغبون في الانتقال إليها.. حيث ارتأت العمراني وحسني المجاهرة بـ "تفضيل غوانتنامو على السجن المغربية" كما تعبر عن ذلك الرسالة المضمنة أن "أقارب سجناء هناك يؤكّدون الرحمة المتوفرة بالمعتقل الأمريكي وسط كُوبًا".

الوثيقة المقدّمة استهلالا على أنّها "رسالة مفتوحة إلى الحكومة الأمريكية" تسرد تعرّض عُمر العمراني لـ "التعذيب والترحيل الدائم ما بين سجن سلا 2 وتولال 2"، وضمنها تؤكد السيدتان بأنّ بعلمهما، بصفته "أسير أمريكًا"، يتعرّض لتعذيب نفسي وجسدي، كما تتعرض أسرته لاستنزاف مالي ووجداني وبدني.. ودائما وفق تعبير "الوثيقة - الرسالة".

ووفقا لذات رواية أسرة العمراني فإنّ عُمر يتعرض لإهانات بالسب والشتم والتهديد والاحتجاز والمنع من النوم، والمنع من الزيارة المباشرة والخلوّة الشرعية، زيادة على ما أضيف من ضرب وتجويع وتعرية وحرمان من مواد النظافة والاعتسال وتغيير الملابس.. كما أضافت زوجته بأنّه "أضحى يعاني من أمراض مزمنة رغم أن عمره 47 سنة.. من بينها التهاب المفاصل والناصور الشرجي.. وأمراض أخرى طالته عن طريق الإهمال الطبي و منع الأدوية".

"أمّ آدم.. يوم 12 يناير.. وصلت إلى سجن تولال 2 على الساعة 8:45.. أخبرتها الموظفات أن زوجها في سجن سلا 2، فذهبت عبر القطار السريع إلى سلا، وصلت على الساعة 11:30، وذهبت إلى سجن سلا 2، فقالت لها الموظفة أن زوجها تم ترحيله إلى سجن تولال 2 منذ دقائق.. ويوم 26 يناير كان زوجنا في محكمة سلا.. فذهبنا (العمراني وحسني) إلى سجن سلا 2 ليخبرونا أنه (عمر) رحل مع باقي الإخوة إلى تولال.. ويوم الجمعة 27 يناير ذهبنا من الرباط إلى سجن تولال 2 في الصباح الباكر. صعقتنا مرة أخرى عندما علمنا أنه في سجن سلا 2..". تورد الوثيقة.

"مباشرة بعد الزيارة (بسلا 2 ذات اليوم) ذهبنا إلى مقر المجلس الوطني لحقوق الإنسان، استقبلنا أحمد حو، وبعد ذلك محمد الصبار الذي شرحنا له الأمر فاتصل بالمدير الجهوي بنغازي يسألنا عن مكان تواجد زوجنا" تورد رسالة السيدتين قبل أن تضيف: "فأخبره أنه بتولال 2.. تعجبنا وأكدنا له أننا تركناه للتو في سلا 2.. اعتذر لنا (الصبار) لالتزامه باجتماع ووعدا باتصال هاتفّي يبلغنا الخبر اليقين. وبالفعل كلف حو الذي هاتفنا ليخبرنا أنه اتصل بالمندوبية العامة لإدارة السجن التي أكدت أنه فعلا في تولال 2.. لكننا يوم 2 فبراير 2012 وجدناه في سجن سلا 2".